Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Les «Avril» d'un Président et le glacis d'un pays

Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

A son arrivée au pouvoir, en 1999, il avait 62 ans et toute sa verve de tribun. Douze années plus tard, il semble porter très mal ses 74 hivers par la faute de quelques ennuis de santé mais également par la crainte du vent du boulet qui siffle dans les couloirs du palais.

En ces temps difficiles, le Président est bien seul face à l'épreuve des bilans. A mi-chemin de ce 3e mandat, qu'il avait d'ailleurs désiré en avril 2009 envers et contre la Constitution, il se retrouve cruellement orphelin de laudateurs. Ceux qui avaient pour habitude de célébrer tous les «Avril» de ses conquêtes ne se font-ils pas discrets cette fois-ci ? Ayant choisi lui-même de se murer dans le silence alors que l'Etat est littéralement abîmé, n'a-t-il pas, de fait, dissuadé ceux qui n'attendaient de sa part qu'un signal avant de se mettre en ordre de bataille pour quelques nouvelles campagnes de soutien ?

Présomptueux comme ne peuvent l'être que les hommes politiques obsédés par la longévité de leur carrière, Bouteflika n'est-il pas en train de découvrir l'usure du pouvoir ? Pour ce qui le concerne, les images rapportées par la télévision de son escapade à Tamanrasset ne sont guère flatteuses. Car elles signent justement son refus d'aborder de front le mécontentement général en lui opposant un ridicule bain de foule lequel, justement, révélait sa grande fatigue. Disons une lassitude physique.

Pour avoir fait donc le choix démagogique d'une mise en scène, qui ne trompe plus personne, il a donné à voir et à mesurer l'étendue de l'échec de son pouvoir. Celui qui est caractérisé par une dramatique fuite en avant alors que les périls ne cessent d'enfler au point que le rendez-vous rituel de chaque mois d'avril est à peine évoqué en attendant qu'il passe de la «célébration» à la «commémoration» si chère aux derniers carrés des fidèles. Et pour cause, l'on ne célèbre que par l'éloge de ce qui est admiré dans son magistère et que l'on ne commémore que le souvenir de ce qui n'est plus.

Ceci dit, doit-on par conséquent considérer le «temps» de Bouteflika comme une pièce du passé ou, au contraire, lui donner du sursis et continuer à l'inscrire dans la réalité présente du pays ? Car, contraindre un pays entier à conjecturer sur ce sujet est malsain à tout point de vue et c'est donc au chef de l'Etat de mettre fin à ce dilemme ravageur. L'insoutenable mépris qu'il continue à afficher désarme un peu plus la société et en même temps dégrade la charge qu'il occupe.

En effet, une pareille posture n'en fait pas de lui un sphinx politique dont il faut religieusement décoder les messages muets pour se rassurer mais bel et bien un «has been» sans prise sur les évènements, si ce n'est de louvoyer lorsqu'ils se multiplient.

Au point où en est sa présidence, que reste-t-il justement de concret ? En somme, quid d'abord de l'homme providentiel que l'on fit élire avec 73,79% en 1999, puis du leader incontesté de l'administration qui lui octroya un confortable 83,49% de voix en 2004, enfin du délirant plébiscite du 9 avril 2009 qui s'opéra sur le cadavre de l'alternance avec 90,24% d'électeurs ? Seulement la démesure des taux allant crescendo à chaque investiture.

Autant qualifier ces comédies électorales de symptôme d'une mégalomanie maladive qui se méfie avant tout des libertés démocratiques. Il est vrai par contre que dans ce domaine, Bouteflika ne s'est pas singularisé par rapport aux pratiques de ses prédécesseurs, par contre il était vite apparu qu'il ne savait guère s'adapter intellectuellement à un pays et une société qui avaient entamé sans lui le grand virage de 1988 avec tout ce qu'il a coûté comme douleur et malheur. Tout au long de ces douze années, les Algériens ont eu à vérifier ce décalage entre leurs aspirations et la philosophie du pouvoir de ce Président.Le grand bond en avant qu'il s'était promis d'insuffler au pays à son arrivée aux affaires n'était que facéties de tribune destinées à séduire les auditoires et se forger une image d'homme d'Etat en phase avec le siècle.

La plus significative de toutes ses prestations initiales concerne précisément la refondation de l'Etat. Elle remonte au 19 novembre 1999 et se déroule à Monaco en marge d'un forum économique. Expansif et vibrionnant sur tous les sujets, il fera, devant un parterre de spécialistes étrangers, le procès de la Constitution de 1996 dans des termes sans équivoque.

- «…J'ai dit que je ne l'aimais pas et je continuerai à le crier très fort. Nous avons une Constitution qui est très hybride.» Un jugement péremptoire qu'il étaya ainsi : «Ce n'est ni un régime présidentiel, ni un régime parlementaire. J'aimerais personnellement avoir une Constitution qui situe la responsabilité exactement là où elle doit être.» Lui qui avouait ne pas «savoir se mouvoir dans l'opacité et la confusion» concluait qu'elle est truffée de «subtilités florentines» dans lesquelles il ne pouvait, lui, «évoluer avec aisance»[1].

La voilà donc cette Constitution imparfaite pleine de chausse-trappes juridiques dont il s'est pourtant accommodé en la gardant en l'état dix années durant. Jusqu'au jour où, à son tour, il s'imprégna de la «subtilité florentine», qu'il exécrait pourtant, pour abroger la seule disposition qui lui donnait un semblant de respectabilité démocratique : celle de l'alternance. C'est presque ainsi que cette présidence, longue de 12 années, peut être résumée maintenant.

B. H.

(1) Toutes les citations entre guillemets sont tirées du document officiel publié par *El Moudjahid* en date du 22 novembre 1999.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Resserrez vos rangs ! Un peu de solidarité entre vous, que diable !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Devant leur impuissance et leur incapacité à faire reculer les troupes de Kadhafi, les insurgés libyens pourraient faire appel à des…

… mercenaires étrangers !

C'est affligeant ! C'en est presque insultant pour ces pôvres ministres. Wallah que j'en viendrais presque à les plaindre. Personne ne les met au courant ni n'attire leur attention. Personne ! Et après, hein ? Après que se passe-t-il ? Ces responsables se ridiculisent. C'est pas bien tout ça ! Je plaide pour une plus grande solidarité gouvernementale et une meilleure circulation de l'information dans les couloirs du Palais et de ses différentes annexes. Il faut leur dire à ces ministres que ce n'est plus la peine d'annoncer que des grévistes de leur secteur vont être poursuivis en justice, que leurs heures passées en sit-in vont être défalquées de leur paie du mois ou que leur avancement va être gelé. Parce qu'après, on l'a vu, ça ne se passe jamais ainsi ! La justice saisie est finalement instruite de ne rien instruire. Les grévistes ne sont ni révoqués, ni sanctionnés de retraits de salaires, ni freinés dans leur carrière. Rien ! Rien de tout cela ! Dans de laconiques communiqués, le Palais désavoue ses ministres et accède par brassées entières aux revendications des manifestants. Alors, de grâce, faites-nous l'économie des discours musclés des ministres qui promettent des sanctions aux personnels de leurs secteurs. Ils sont peut-être ministres du système, mais ils n'en demeurent pas moins hommes et femmes dotés d'une sensibilité et d'une susceptibilité. Vous imaginez le fou rire de travailleurs qui entendraient leur ministre déclarer à l'avenir : «Votre grève est illégale ! Je vais vous traîner devant les tribunaux et vous le faire payer cher» ? Le four rire garanti dans les rangs des grévistes. La franche partie de «tapage de cuisses» sous les banderoles. Tenez ! Prenez cette grève des fonctionnaires des mairies qui commence demain dimanche. Je conseille amicalement à leur tutelle de ne pas faire appel à la justice ni aux DRH, les directeurs des ressources humaines, afin qu'ils enclenchent les sanctions. Même pas en rêve ! Un demi-million d'employés des APC en débrayage ? A la bonne heure ! Qu'ils envoient 1 000 d'entre eux, 2 000 s'ils veulent que ça aille plus vite, camper aux abords de la Présidence ou sous les platanes de la place des Martyrs et au bout de deux ou trois nuits à la belle étoile (et elle est très belle en ce mois d'avril printanier), vous verrez ! Leurs exigences seront satisfaites. Alors autant sauter l'épisode devenu ridiculement inutile des menaces et des saisines judiciaires. Hop ! Un stylo. Un chéquier et on s'allonge ! J'adooooooore mon pays ! Ce qui ne m'empêche pas de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.